

nos arguments que par des résolutions, nous avons tenté d'empêcher l'établissement de ces impôts injustes et inutiles.

Les députés se rappellent que le ministre des Finances (M. Abbott) a établi ses prévisions. Il a refusé d'admettre que son programme budgétaire lui rapporterait plus qu'il n'en fallait pour les fins visées par le ministère. Or nous avons maintenant la preuve bien nette que ces impôts étaient non seulement injustes mais, dans une grande mesure, inutiles. L'excédent de 500 millions réalisé en cinq mois démontre bien l'inutilité de ces impôts; il démontre combien peu nous pouvons nous fier aux estimations du Gouvernement. Bien qu'aucunes dispositions n'aient encore été prises en vue de supprimer ces impôts, je veux croire que le Gouvernement s'occupera de les abolir dès la présente session afin de mettre fin aux poussées inflationnistes qu'ils déterminent, ainsi qu'aux difficultés qu'ils suscitent aux consommateurs.

Quand on signale à l'attention du Gouvernement l'énorme surplus accumulé en cinq mois, il répond simplement qu'il est sage d'être en mesure de payer nos dettes. C'est toujours une sage pratique en temps opportun; mais il y a des choses qu'on devrait demander au Parlement d'approuver. Si c'est l'intention du Gouvernement de taxer le peuple en vue de payer des dettes, on devrait le dire aux membres de la Chambre quand ils sont saisis du budget. Ce n'est pas seulement une mauvaise façon d'agir, mais c'est contraire à tout principe de procédure parlementaire et à tout principe reconnu de gouvernement, quand le ministre des Finances gonfle à dessein le budget pour des raisons qu'il n'a pas révélées aux membres de la Chambre. Ces 500 millions sont là pour démontrer combien le Gouvernement a puisé dans le gousset du contribuable de dollars dont il n'avait pas besoin, en plus des très fortes sommes requises pour l'exécution des tâches à accomplir.

Le Gouvernement a également restreint le crédit. Il est indéniable qu'une certaine restriction était essentielle à la mise en circulation de nouvel argent par le Gouvernement; mais de là à renverser soudainement le programme du gouvernement à imposer en même temps aux acheteurs des restrictions extrêmement rigides du crédit, et à restreindre fortement le crédit des banques aux fabricants, aux distributeurs et aux détaillants dont proviennent ces denrées à l'égard desquelles le pouvoir d'achat du public avait si fortement été réduit, il y avait une marge considérable. Cette double manœuvre atteignait à la fois ceux qui produisent et ceux qui reçoivent. Ces restrictions au crédit ne s'appliquaient pas aux acheteurs de denrées alimentaires,

mais elles s'appliquaient aux cultivateurs, pour ce qui est de l'obtention du crédit par ces gens à l'heure actuelle.

Outre les difficultés qu'elle présentait pour ceux qui avaient besoin de ces produits, cette double manœuvre a eu d'autres conséquences. Elle a eu aussi de sérieux effets sur la construction de maisons, ainsi que sur l'ameublement des maisons, tant vieilles que nouvelles. Ces restrictions au crédit, étant donné le niveau et les conditions de leur imposition, ont freiné la vente de produits authentiquement nécessaires, comme les lessiveuses, les appareils frigorifiques, les automobiles et autres appareils électriques ou mécaniques du même genre. A cause d'elles, bien des gens n'ont réussi qu'à grand peine à parachever leurs constructions. Dans certaines déclarations formulées récemment au nom du Gouvernement, j'ai relevé certaines allusions tendant à donner l'impression que l'automobile est un article de luxe. Aujourd'hui, dans bien des régions du pays, les ouvriers ont absolument besoin d'une auto pour se rendre au travail. Ils n'ont aucun autre moyen de se rendre à leur travail, qui est indispensable à l'ensemble de la production de défense du pays. Nous cherchons à démontrer l'avantage de l'électricité dans les foyers urbains et ruraux, mais en même temps nous rendons difficile l'achat des appareils nécessaires à ces maisons, qui n'ont pas d'autres sources d'énergie et de chaleur.

Ce qui importe davantage, ce sont les effets immédiats: il en est résulté une grave crise de chômage dans certaines régions du pays. Voilà un résultat concret des mesures du Gouvernement. Je ne soutiens aucunement que c'est là le résultat que le Gouvernement désirait. Le régime au pouvoir, qui n'a cessé pendant des années de favoriser l'inflation au pays par ses mesures monétaires et autres, a soudainement modifié son attitude du tout au tout. Nous en subissons maintenant les conséquences partout au pays. Comment le Gouvernement se propose-t-il de remédier à cet état de choses? Il déclare à la population qu'elle devra produire davantage, afin d'enrayer l'inflation. A quoi sert, par exemple, de demander à un ouvrier de Windsor, de Vancouver ou de toute autre ville canadienne où sévit le chômage, de produire davantage? Comment peut-il accroître sa production? Il n'a même pas un emploi dans le métier qu'il a l'habitude d'exercer. A quoi sert-il de lui affirmer que l'inflation résulte de la présence de trop de dollars en face de trop peu de marchandises? Les gens savent, chacun dans sa sphère, que des excédents de marchandises attendent les dollars que personne ne peut se procurer présentement.